

# Pluie subite

## Les effets d'un conflit sur la mobilisation des femmes

COLONELLE CINDY R. JEBB, PHD\*

COMMANDANTE JESSICA D. GRASSETTI\*\*

COMMANDANT RILEY J. POST\*\*\*

*Une pluie subite réunit le mouton et la chèvre sous le même toit.*

—Proverbe libérien

Cet article examine l'impact des conflits sur les origines et l'efficacité de la mobilisation des femmes. En appliquant le cadre d'analyse de la rébellion de Ted Gurr aux mouvements féminins pendant les conflits, nous identifions plusieurs similitudes importantes entre les facteurs à l'origine de la rébellion d'une minorité et la mobilisation des femmes. Dans nos études de cas du Libéria et de la République démocratique du Congo (RDC), nous trouvons que la cohésion de groupe en général et l'identité collective en particulier, telles que les perçoit Gurr, sont cruciales pour comprendre les conditions qui mènent à une mobilisation des femmes. Les niveaux de capital humain et social chez les femmes, antérieurs au conflit, semblent significatifs au Libéria par rapport à la RDC, et se sont avérés importants pour expliquer la mobilisation moderne au Libéria. Quand le conflit s'intensifie et les griefs s'amplifient, les acteurs extérieurs jouent un rôle important

---

\*La colonelle Jebb est professeure et directrice du département des sciences sociales à *United States Military Academy* (USMA), à West Point, New York. Elle est l'auteure ou co-auteure de trois ouvrages. Ses recherches portent sur la sécurité humaine en Afrique et elle a complété des projets d'études axés sur l'Irak, l'Afghanistan et Djibouti. Membre du *Council on Foreign Relations*, elle est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise de science politique de Duke University, d'une maîtrise de l'École de guerre navale et d'un diplôme de l'USMA.

\*\*La commandante Grassetti est une planificatrice stratégique à l'*U.S. Army Forces Command* (FORSCOM) à Fort Bragg, en Caroline du Nord. Son expérience opérationnelle en tant qu'officier de police militaire en Irak et en Afghanistan a influencé ses récentes recherches sur le développement économique dans les zones de conflit. Elle est titulaire d'une maîtrise de politique publique de l'University of Chicago et d'un baccalauréat de l'USMA.

\*\*\*Le commandant Post est professeur adjoint en science économique et analyste de recherche à l'*Office of Economic and Manpower Analysis* de l'USMA. S'appuyant sur son expérience opérationnelle en tant qu'officier des forces spéciales, il étudie le rôle des facteurs socioéconomiques d'instabilité en Afrique et au Moyen-Orient. Le commandant Post est titulaire d'une maîtrise en histoire économique et sociale d'Oxford University, ainsi que d'un baccalauréat de l'USMA.

dans l'aboutissement des questions relatives aux femmes. Nos recherches confirment en outre l'accent de Gurr sur l'importance de l'état et de la démocratisation lorsque la société est en transition d'une situation de conflit au rétablissement.

Bien que le cadre de Gurr serve de prisme pour voir le rôle du conflit dans la mobilisation des femmes, notre travail identifie les domaines de modification ou de recherches plus approfondies. Nous constatons principalement que la persistance des griefs dont souffrent les femmes offre un pouvoir explicatif limité en termes de prédiction d'une contestation ou rébellion communautaire efficace au Libéria ou en RDC, peut-être en raison de la culture répressive qui y règne quant au rôle assigné aux deux sexes. Ce sont plutôt les griefs actifs nés des conséquences du conflit qui semblent jouer un rôle plus significatif. Nous observons enfin des différences inhérentes entre les organisations de femmes et les groupes ethniques, ce qui nécessitent de plus amples recherches. En particulier lors du passage à la phase de redressement qui suit un conflit, l'état joue un rôle différent dans l'inclusion des femmes et dans celle des minorités ethniques.

Dans la première partie de cet article, nous passons en revue la littérature sur la responsabilisation des femmes. Ici, nous explorons les fondements théoriques de l'importance des femmes au bien-être sociétal ainsi que les conditions dans lesquelles elles poursuivent une responsabilisation accrue. La deuxième partie traite de l'effet des conflits sur le changement culturel en ce qui concerne les femmes. Nous examinerons les mécanismes par lesquels les femmes souffrent et profitent individuellement de la guerre, puis nous introduirons le cadre d'analyse de Gurr pour comprendre les effets communaux. La troisième partie applique le modèle aux femmes du Libéria et de la RDC en se focalisant sur les plus récents conflits dans ces États. L'article se termine par un résumé de nos constatations, des implications politiques potentielles et les domaines justifiant des recherches plus avancées.

## La responsabilisation des femmes

Un examen de la recherche sur la responsabilisation des femmes révèle un consensus croissant sur l'importance de l'inclusion des femmes pour le bien-être de la société. Il est inutile de chercher plus loin que les observations de l'ancien secrétaire général des Nations Unies (ONU), Kofi Annan, pour comprendre le caractère *quasi* universel de cette perspective : « Il nous est impossible de réaliser nos objectifs tout en discriminant contre la moitié de la race humaine. Étude après étude nous a appris qu'il n'existe aucun outil de développement plus efficace que la responsabilisation des femmes<sup>1</sup> ».

Il n'est pas surprenant que l'égalité des sexes joue un rôle important dans les Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU. Visant à réduire la pauvreté et aider le passage des pays en transition de l'insécurité à la stabilité, ces objectifs re-

présentent les efforts de la communauté internationale pour répondre aux besoins des populations les plus démunies du monde. La responsabilisation des femmes constitue l'un des principaux mécanismes visant à éradiquer l'extrême pauvreté, promouvoir l'éducation primaire universelle et accroître l'égalité des sexes<sup>2</sup>. Ainsi, à cet égard, la responsabilisation des femmes est une condition nécessaire pour l'éradication de l'extrême pauvreté et la stabilisation des états.

La responsabilisation des femmes, telle que la définit l'ONU, peut être considérée comme un objectif ayant une valeur intrinsèque, pas seulement instrumentale. Similaires aux idées de Amartya Sen qui équivaut le développement à la liberté, permettant aux femmes la possibilité de s'autodéterminer, affirme les droits humains fondamentaux<sup>3</sup>. La responsabilisation des femmes leur permet, en tant que citoyennes à part entière et agentes de changement, d'accéder aux ressources et aux opportunités. Elles exercent également leur droit à la représentation politique et jouissent de la même protection contre la violence que leurs homologues masculins. À ce titre, la littérature sur le développement et le sexe souligne le rôle de la responsabilisation dans la construction de plusieurs institutions représentatives pour tous les membres de la société, pas seulement les femmes.

Au niveau sociétal, un nombre croissant d'études suggèrent que la responsabilisation des femmes est non seulement une fin en soi mais également un moyen de croissance économique. Une étude récente menée aux États-Unis conclut que la participation accrue des femmes et des minorités dans la main-d'œuvre explique quinze à vingt pour cent de la croissance globale de la production par travailleur entre 1960 et 2008<sup>4</sup>. De même, la recherche indique que le différentiel de croissance entre l'Asie orientale et d'autres régions à faible croissance, y compris l'Afrique sub-saharienne, est partiellement attribuable aux différences d'éducation entre les sexes<sup>5</sup>. Une étude fait valoir que l'élimination des barrières à l'entrée des femmes dans des secteurs particuliers pourrait se traduire par une augmentation allant jusqu'à vingt-cinq pour cent de la productivité du travail lorsque les forces du marché répartissent plus efficacement le capital humain<sup>6</sup>. En outre, comme le note la Banque mondiale, avec la participation au marché du travail des femmes et le taux de réussite scolaire dans le monde, les économies non inclusives sont susceptibles de prendre encore plus de retard<sup>7</sup>.

Aussi importantes que soient les politiques inclusives pour le bien-être social, les données historiques indiquent que ces politiques se concrétisent rarement naturellement. Dans son rapport pour 2013 sur l'écart global entre les sexes, le Forum économique mondial estime que l'Afrique du Nord et l'Afrique sub-saharienne se retrouvent constamment en dernière position dans plusieurs catégories d'égalité des sexes. Dans ces catégories figurent, entre autres, la participation et les opportunités économiques, le niveau de scolarité et la responsabilisation politique<sup>8</sup>. Tristement, ces conditions ne vont probablement pas changer sans une impulsion exogène. Esther Duflo conclut, « l'égalité entre les hommes et les femmes n'est susceptible d'être atteinte que par une

action politique continue<sup>9</sup> ». Un rapport de la Banque mondiale de 2001 renforce l'idée que la croissance économique n'est pas suffisante pour assurer l'égalité des sexes. Au lieu de cela, il est également nécessaire de réformer les institutions économiques et juridiques et prendre des mesures pour corriger les écarts de la participation à la vie politique et l'accès aux ressources<sup>10</sup>. Cet article examine le potentiel de conflits pour catalyser ces réformes politiques, économiques et juridiques.

Jusqu'à présent nous avons discuté la responsabilisation des femmes comme si c'était un terme universellement compris. Ce n'est pas le cas. Tant dans sa définition et sa compréhension, la responsabilisation des femmes prend des formes différentes dans l'ensemble des écrits. Lotsmart Fonjong explique cinq étapes de la responsabilisation : le bien-être, l'accès, la conscientisation, la participation et le contrôle, notant que « la responsabilisation n'est réelle que lorsque les femmes ont atteint le contrôle d'elles-mêmes, les ressources, les facteurs de production et la prise de décisions, que ce soit chez elles ou dans l'arène publique ». Elle affirme que cette progression doit se dérouler avant que les femmes atteignent la phase de contrôle. En d'autres termes, les hommes et les femmes doivent à tous les niveaux connaître l'égalité en matière de besoins essentiels, avoir accès aux ressources et aux services, rester conscients des inégalités, participer à l'affectation des ressources et des services et, enfin, d'exercer le contrôle tel que défini ci-dessus<sup>11</sup>.

On peut tracer un parallèle entre ce modèle de la responsabilisation et l'idée d'intérêts pratiques et stratégiques. Selon R. Ray et A.C. Kortweg,

Les intérêts pratiques liés au sexe découlent de la position des femmes dans la division sexuelle du travail et tendent à impliquer des luttes non pour la libération, mais pour la capacité de remplir leurs rôles d'épouses et de mères. Ces intérêts qui découlent des expériences vécues par les femmes sont atteints par induction. Les intérêts stratégiques liés au sexe, d'autre part, sont déduits en cherchant à changer les règles qui s'appliquent aux femmes et ne peuvent se concrétiser qu'une fois qu'il a été tenu compte des intérêts pratiques<sup>12</sup>.

Si nous mesurons ces intérêts stratégiques en termes des rôles des femmes dans toute la société, l'économique et la politique, y compris les résultats des politiques importantes pour tous les citoyens, nous pourrions alors mieux explorer les conditions qui mènent à ce résultat. Mi Yung Yoon conclut que, bien que les possibilités d'éducation et d'emploi pour les femmes affectent la représentation des femmes dans les parlements du monde développé, ces facteurs n'affectent pas de façon similaire les femmes dans le monde en développement. Pour ces femmes le système de vote et de représentation proportionnelle et de la culture ont plus d'effet sur leur responsabilisation au plus haut niveau. En outre, « la culture égalitaire favorise la participation des femmes dans la politique électorale mais une culture hiérarchique l'entrave. La société considère la participation des femmes à la vie politique avec faveur ou défaveur suivant la position de la culture dans le spectre culturel égalitaire hiérarchique<sup>13</sup> ». Yoon

convient que même s'il est essentiel de comprendre le contexte politique, économique et social, la « culture, qui façonne l'opinion des gens à l'égard du rôle des femmes, semble jouer un rôle important, indépendamment du niveau de développement économique et politique<sup>14</sup> ».

Ce qui est important est que les cultures sont mutables et non figées. La question est alors de savoir comment la culture (définie comme « l'ensemble des comportements appris, la croyance, les attitudes, les valeurs et les idéaux qui caractérisent une société ou population particulière ») change<sup>15</sup>. Certes, il y a des contextes dans lesquels les visions du monde ou les états d'esprit sont plus facilement contestées. Lorsque les identités changent, elles influencent les intérêts qui à leur tour poussent à la mobilisation. Ces changements d'identités ne se font pas en vase clos ; ils sont plutôt une réponse à des altérations dans des contextes politique, social et économique qui peuvent affecter d'une manière holistique le changement culturel. Ce dernier n'est donc pas déconnecté des changements politiques, économiques et autres, en particulier des crises. Des études de cas nous permettront de mieux comprendre les interactions internationales, régionales, nationales et locales et d'éclairer leur influence sur les identités, les intérêts et la mobilisation des femmes<sup>16</sup>. Nous portons notre attention sur la façon dont les conflits et la guerre, les changements les plus perturbateurs pour une société, peuvent affecter l'identité et les intérêts, et donc la mobilisation. Notre discussion se focalise également sur la nature de cette mobilisation dans la mesure où elle affecte l'autonomisation des femmes au plus haut niveau lors d'une paix durable est établie.

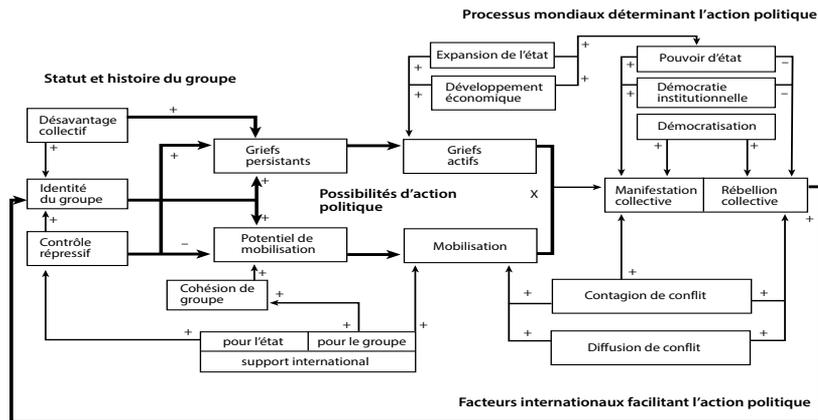
## Les femmes et les conflits

La compréhension historique du rôle des sexes dans un conflit pourrait être classée comme les hommes « faisant » et les femmes « étant<sup>17</sup> ». Selon cette conception traditionnelle, les hommes mènent les guerres en tant que soldats, politiciens et dirigeants. Les femmes, d'autre part, sont des victimes passives, essayant de survivre, ou au moins de soutenir leurs hommes jusqu'au rétablissement de la paix. Une telle perspective confine l'apport des femmes au lendemain de la guerre à un ensemble réduit de permutations peu attrayantes, toutes centrées sur les pertes qu'elles subissent. Probablement, cette compréhension des femmes comme victimes passives n'a jamais fait l'objet d'un examen attentif. Qu'elles aient servi comme espionnes, épine dorsale de la logistique des insurgés, voire même combattantes actives, la place des femmes dans l'histoire de la guerre est beaucoup plus que celle de victimes. En outre, la guerre conventionnelle interétatique n'est plus d'actualité, la réalité exige une nouvelle compréhension de la façon dont les femmes à la fois participent et sont affectées par les conflits violents. Paradoxalement, nous constatons que lorsque les femmes, volontairement ou pas, s'impliquent dans la conduite de la guerre, à court terme, leurs chances d'émancipation augmentent à la fin des hostilités<sup>18</sup>.

Un conflit violent, intentionnellement ou non, change la dynamique du pouvoir dans une société. D'une certaine manière, un conflit est entièrement une question de pouvoir, certains se battent pour l'acquérir, d'autres faisant tout ce qu'il faut pour le conserver. Si les relations entre les sexes représentent une forme de structure de pouvoir, comme le suggèrent de nombreux auteurs féministes, on devrait de même s'attendre à ce que ces relations changent pendant un conflit violent<sup>19</sup>. Nous examinons les manières dont les femmes sont affectées par la guerre, en particulier grâce aux changements dans les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, en soulignant les gains potentiels que les femmes peuvent acquérir à travers un conflit. Une fois ces possibilités énoncées, nous appliquons le cadre d'analyse de Ted Gurr pour comprendre pourquoi des groupes ethniques se mobilisent, pour approfondir notre compréhension des raisons pour lesquelles les femmes se mobilisent. Cette application va faire la lumière sur les lacunes du modèle lorsqu'il est appliqué ; en outre, il aidera à identifier le mécanisme par lequel certains germes de transformation sociale prennent racine après l'arrêt des hostilités alors que d'autres n'ont aucune suite.

Le cadre d'analyse de Ted Gurr offre une approche holistique de la compréhension de la rébellion d'un groupe par la découverte de l'interaction des phénomènes définis par le groupe, l'état et le système international. Il explique en outre que, « dans l'analyse des conflits, les perspectives théoriques concurrentes sont la *privation relative* et la *mobilisation collective*. La première prétend que le mécontentement de la population à propos de la privation injuste est la principale motivation de l'action politique, alors que la seconde souligne la mobilisation délibérée des ressources collectives en réaction à l'évolution des possibilités » (italiques dans le texte original)<sup>20</sup>.

Le cadre d'analyse de Gurr conjugue ces deux facteurs, expliquant leur interaction dans une perspective micro et macro, à savoir, en les examinant aux niveaux collectif, national et international (voir la figure ci-dessous). Il examine la façon dont le désavantage collectif, l'identité de groupe et le contrôle répressif affectent les griefs persistants et le degré de cohésion de groupe « en fonction de l'organisation sociale, politique et économique passée et présente d'un groupe » et caractérise la mobilisation comme « le degré auquel les membres d'un groupe sont prêts à investir leurs énergies et ressources dans une action collective au nom de leurs intérêts communs<sup>21</sup> ».



**Figure. Processus de mobilisation collective en vue d'une action politique.** (GURR, Ted, « Why minorities rebel: Explaining Ethnopolitical Protest and Rebellion », *Minorities at Risk: A Global View of Ethnopolitical Conflicts*, Ted Gurr, éd., Washington, DC : United Institute of Peace Press, 1993, p. 125. Reproduit avec l'aimable autorisation de l'Endowment of the United States Institute of Peace.)

La clé de cet examen est l'idée d'opportunité politique que les dirigeants peuvent saisir en fonction de facteurs de groupe, de la dynamique de l'état et de la société, ainsi que des développements internationaux. Les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur ces éléments sont nombreux bien que Gurr observe certains points importants. Par exemple, le processus d'édification de l'état dans de nombreuses régions du monde en développement produit des facteurs de stress qui peuvent exacerber les griefs car le pouvoir et les ressources sont très contestés ; les développements à travers le monde peuvent influencer les groupes, qu'ils correspondent ou non à ce qu'il décrit comme une *diffusion* ou *contagion* de conflit. La diffusion est un débordement tangible de conflit alors qu'une contagion peut inspirer les autres à agir<sup>22</sup>. Enfin, la mobilisation entraînant soit une contestation ou une véritable rébellion s'appuyant sur l'efficacité des institutions politiques. Les institutions démocratiques efficaces encouragent la contestation et la résolution mais les organisations faibles ou défailtantes encouragent la rébellion<sup>23</sup>.

Dans le cadre d'analyse de Gurr, l'identité de groupe est largement influencée par un désavantage collectif, un contrôle répressif et, surtout, l'existence d'une contestation ou d'une rébellion collective. Il est donc utile de reconnaître les pertes considérables uniques aux femmes dans les zones de conflit et l'impact de ces pertes sur l'identité du groupe. En particulier dans une société où l'individu est défini par sa connexion avec la famille, le clan ou le groupe ethnique, la perte d'identité peut-être le coût le plus important de la guerre pour les femmes<sup>24</sup>. Dans la mesure où les femmes et les enfants constituent la majorité des réfugiés, les conflits qui déplacent la population, tel que ceux du Soudan ou de la RDC, menace le sentiment d'appartenance des femmes. Cette perte d'identité pèse souvent sur la réinstallation car de nombreux liens sociaux sont définitivement rompus<sup>25</sup>. Le fait peut-être le plus marquant, les femmes subissent également une perte d'intégrité corporelle en temps de guerre. Par

exemple, un sondage effectué en 1999 auprès de 1.125 Rwandaises a révélé que près de soixante-quinze pour cent des répondantes avaient subi des violences sexuelles pendant le génocide<sup>26</sup>. Plus qu'un simple sous-produit des combats, le viol et d'autres formes d'agression sexuelle sont devenus de plus en plus des outils utilisés délibérément dans la lutte visant à dominer l'ennemi. De manière connexe, la santé des femmes est particulièrement menacée en période de conflit violent. Que ce soit par la force ou par nécessité, les éruptions de conflits sont étroitement corrélées avec des augmentations de la prostitution et les risques pour la santé associés à cette activité dangereuse<sup>27</sup>.

La littérature souligne les pertes pour les femmes dans la guerre, mais cette conséquence ne semble pas être vraie pour toutes les femmes à tous les égards<sup>28</sup>. Il importe de souligner que la guerre peut offrir aux femmes la chance de participer activement à la réorganisation de la structure du pouvoir dans les relations entre les sexes. Le cadre d'analyse de Gurr capte ces acquis potentiels comme des opportunités pour l'action politique. Dans une large mesure ce changement semble passer par la nature dynamique des rôles familiaux au cours de la période conflictuelle. Ces hostilités, variétés intra-étatiques particulièrement intenses, peuvent accroître considérablement le nombre de ménages dirigés par des femmes. Dans le Cambodge d'après-guerre, la proportion de famille sans homme adulte atteignait trente pour cent<sup>29</sup>. De même, au Rwanda, les données pré-génocide indiquent approximativement vingt à vingt-cinq pour cent des familles qui étaient dirigées par une femme. Après le génocide, ce ratio a grimpé à environ trente-cinq pour cent<sup>30</sup>.

Dans de telles situations, les femmes doivent assumer le fardeau supplémentaire de nourrir et de soutenir leur famille. Dans leur analyse comparative des cinq régions d'Afrique en proie à des conflits, Judy El-Bushra et Ibrahim Sahl trouvent que dans chaque cas le rôle économique des hommes dans la société diminue en raison d'un conflit<sup>31</sup>. Par conséquent, les femmes assument d'une manière significative une plus grande responsabilité pour le bien-être économique de leur famille, ce qui augmente leur autorité au sein de celle-ci, sinon dans la communauté dans son ensemble. De même, Krishna Kumar a trouvé des taux élevés de participation des femmes dans les zones de conflit. Il nota qu'au Cambodge, l'absence des hommes pendant le conflit a créé de nouvelles possibilités non seulement dans les secteurs de la production agricole mais également du textile et de la construction<sup>32</sup>. Dans un autre article de El-Bushra, après avoir confirmé la transformation de chefs de famille dans les zones de conflit, elle est allée plus loin en décrivant plusieurs autres facteurs qui ont accru le rôle économique des femmes, même en présence des hommes. L'auteur observe qu'en Ouganda, les femmes jouissent d'une plus grande liberté de mouvement pendant la guerre, ce qui leur permet de cultiver des champs auxquels les hommes n'avaient plus accès. En outre, elle a signalé qu'au Soudan et en Angola, la violence déplaça la population rurale jusque dans les zones urbaines, où les capacités génératrices de revenus

ouvertes aux femmes étaient plus élevées que dans les zones rurales. Le déplacement des femmes pendant la guerre les a également exposées à de nouvelles compétences et modes de vie<sup>33</sup>.

Tout comme un conflit peut servir de catalyseur pour l'activité économique des femmes, un grand nombre d'entre-elles ont trouvé dans les régions déchirées par la guerre une expansion de leurs rôles dans les structures sociales et politiques. Selon Codou Bop, les guerres d'indépendance, en particulier, offrent une promesse théorique de changement dans les relations de pouvoir entre hommes et femmes<sup>34</sup>. Dans nombre de luttes africaines pour la libération sociale et économique, les dirigeants politiques s'inspirèrent d'une idéologie marxiste-léniniste qui mettait l'accent sur l'injustice des inégalités de classe et de sexe.

De même, décrivant les nouveaux rôles des hommes et des femmes en Ouganda, Joan Kakwenzire affirma que « les multiples rôles qu'ont joués les femmes ont donné naissance à une nouvelle race de femmes. Elles ont pris conscience du potentiel que représente leur propre force et cette réalisation a conduit certaines d'entre elles à occuper une position socioéconomique plus favorable<sup>35</sup> ».

Ce fil de la littérature met en évidence la conscience sociale accrue des femmes en tant que sous-produit de leur entrée par effraction dans le domaine public. Cette transformation peut souvent se manifester dans une capacité accrue à prendre l'initiative de former des organisations pour défendre leurs causes. Par exemple, El-Bushra et Cecile Mukaruba ont trouvé dans le Rwanda du post-génocide des femmes se regroupant pour créer des coopératives agricoles, construire des habitations et lancer des programmes d'épargne et de crédit<sup>36</sup>. Kumar observa de même une action collective accrue des femmes conduisant à une forte participation à la vie politique dans une étude couvrant six pays. Plus précisément, il cita l'expérience vécue par des femmes prenant la direction de camps de réfugiés, qui s'est traduit au moins provisoirement par un accroissement de leur influence au retour dans leurs communautés d'origine<sup>37</sup>. Patti Petesch, notamment, explique la montée des femmes en politique et les collectifs post-conflit dans l'optique du capital social. Alors que le conflit détruit le tissu de la société traditionnelle, les femmes forment de nouveaux réseaux formels et informels pour s'adapter et survivre. Selon Petesch, par rapport à l'ancienne structure de pouvoir, les femmes réalisent une augmentation de capital social qui leur ouvre l'accès à des groupes politiques et sociaux importants<sup>38</sup>.

Dans le cadre d'analyse de Gurr, la probabilité à la fois d'une contestation et de gains de cette action sont affectés par des facteurs internes tels que la démocratisation et externes tels que la contagion d'une contestation communale. Bien que le modèle de Gurr permet des gains par les minorités, de nombreuses avancées sociales, économiques et politiques remportées par les femmes pendant les périodes de combats semblent être éphémères. Bien que certaines normes sexuelles peuvent être suspendues ou reconfigurées dans la période des combats, l'accumulation de preuves main-

tenant indique que ce changement n'est pas souvent permanent<sup>39</sup>. Les raisons de ce retour apparent aux rôles traditionnels des sexes sont aussi variées qu'incertaines. Selon Sheila Meintjes et ses collègues, de nombreuses femmes ne parviennent pas à internaliser consciemment ou conceptualiser les changements dans leurs rôles ; sans conversion consciente, il ne peut pas y avoir d'effort organisé pour transformer les gains de temps de guerre au temps de paix<sup>40</sup>. Alternativement, l'activité et le militantisme féminins sont dans une large mesure réduits comme étant fortuits et sans grandes conséquences lorsque la vie politique retourne à la hiérarchie antérieure<sup>41</sup>. Même les femmes qui œuvrent pour la paix sur le terrain au plus fort d'un conflit, créant ainsi un sentiment profond de solidarité, sont reléguées au rang de bénévoles, même si elles ont un impact politique<sup>42</sup>. En tant que telles, elles sont souvent exclues des processus politiques officiels de paix après un conflit. Il se peut enfin que les changements dans les rôles dévolus aux hommes et aux femmes alourdissent la charge de travail de ces dernières parce que le temps consacré aux tâches économiques et politiques n'entraîne pas souvent une diminution du travail qu'exigent les rôles traditionnels tels que l'éducation des enfants et les tâches ménagères<sup>43</sup>.

Le reste de cet article examine pourquoi certains mouvements féministes sont capables de se mobiliser et de gagner suffisamment de terrain pour influencer les décideurs politiques au niveau national. Utilisant le Libéria comme principal exemple et ensuite la RDC, nous examinons la mobilisation des femmes pendant les conflits à travers trois principaux nodules de Gurr : l'histoire et le statut des groupes, les facteurs internationaux facilitant l'action politique et les processus internationaux déterminant le contexte de l'action politique.

### L'étude de cas : le Libéria

Nous utilisons le Libéria comme principale étude de cas pour quelques raisons importantes. Principalement, la mobilisation des femmes libériennes en 2002 est l'une des plus marquée de l'histoire. L'intensité de l'action collective reste inégalée, même dans des pays tels que le Rwanda qui ont connu une plus forte participation politique des femmes dans le l'après-conflit. En outre, l'expérience américano-libérienne au Liberia offre une certaine variance qui pourrait être exploitable pour une meilleure compréhension du rôle des préconditions à la mobilisation. Enfin, la mobilisation a été efficace. Non seulement le mouvement influença le *Liberian Peace Agreement* pour qu'y soient incorporées au moins quelques dispositions d'« équilibre entre hommes et femmes », mais aussi son élan fut suffisant pour concrètement influencer l'élection de la première présidente africaine et placer un certain nombre de femmes dans des postes ministériels très importants. Si nous souhaitons examiner le cadre d'analyse de Gurr dans ses détails, il est important de disposer au moins d'un exemple d'agitation menant à une contestation commune totale. Le mouvement des femmes du Liberia représente sans doute un tel cas.

L'histoire moderne du Liberia est aussi unique qu'elle est perturbée. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'*American Colonization Society*, constituée en grande partie de propriétaires d'esclaves blancs et soutenue par le gouvernement des États-Unis, a commencé à faciliter le transport d'esclaves affranchis à destination de ce qui est aujourd'hui le Liberia.

Il n'est donc pas surprenant que les populations autochtones ont activement résisté aux nouveaux colonisateurs. Un conflit de plusieurs années s'ensuivit. Disposant à la fois d'un armement supérieur et du soutien des États-Unis, ceux qu'on appelait Américano-Libériens soumièrent la population autochtone et finirent par établir la première république africaine en 1847.

La première constitution libérienne s'est beaucoup inspirée de son homologue américaine, mais les colonisateurs noirs n'ont pas fait mieux que leurs anciens propriétaires blancs dans le traitement des populations « non civilisées ». Bien que les Américano-Libériens, souvent appelés « le peuple du Congo » par les habitants indigènes ils n'avaient jamais représenté plus de six pour cent environ de la population, ont dominé toutes les sphères du pouvoir pendant presque 140 ans. Jusqu'en 1980, les systèmes politique et économique du Libéria étaient la chasse gardée de l'élite américano-libérienne. Bien que cette dynamique a changé en 1980 avec le coup d'état sanglant dirigé par Samuel Doe, le nouveau gouvernement afro-libérien ne s'est pas avéré meilleur quant au partage du pouvoir. Appartenant à l'ethnie Krahn, Doe rapidement éleva les membres de son groupe aux dépens des autres citoyens, une tendance qui s'est intensifiée au fur et à mesure que Doe faisait face aux menaces croissantes pesant sur son régime.

À la suite du régime répressif de Doe et l'échec du partages des pouvoir, le Libéria sombra dans une guerre civile totale en 1989. Commandées par un brûlot américano-libérien nommé Charles Taylor, les forces du *National Patriotic Front of Liberia* devient progressivement le groupe armé dominant, entraînant finalement l'élection de Taylor à la présidence du pays en 1997. Cependant, tout espoir de paix sous le régime de Taylor s'est évaporé toutefois en avril 1999 lorsque le *Liberians United for Reconciliation and Democracy* soutenu par la Guinée avait envahi le nord du Libéria. En 2003, ce groupe et le *Movement for Democracy in Liberia*, supporté par la Côte d'Ivoire, contrôlaient presque les deux-tiers du Libéria et assiégeaient la capitale, Monrovia.

C'est dans ces conditions que, à la fin de 2002 et en 2003, les femmes du Libéria se sont mobilisées en faveur de la paix. Le mouvement, qui allait regrouper des milliers de femmes de Monrovia, était représenté également à travers le pays, avait attiré l'attention internationale en faisant pression sur Taylor et les chefs rebelles pour parvenir à une paix durable. La future lauréate du Prix Nobel de la Paix, Leymah Gbowee, prit la tête des prières quotidiennes de femmes musulmanes et chrétiennes ainsi que de leurs manifestations au marché aux poissons de Monrovia, ce qui lui valut finalement d'obtenir une audience aussi bien avec le président Taylor qu'avec les chefs re-

belles. En l'espace de deux ans, non seulement les femmes influencèrent l'avènement final de la paix, elles eurent également un effet considérable sur la campagne d'Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue à la présidence d'un État africain<sup>44</sup>.

### *L'histoire et le statut des groupes*

Dans son modèle, Gurr commence avec la primauté des griefs et des identités de groupe associés comme base d'une future mobilisation. De fortes identités collectives, combinées à des griefs profonds, augmentent la probabilité d'une mobilisation de groupes. De même, des griefs et des identités de groupe faibles privent les dirigeants des moyens nécessaires pour dynamiser un mouvement. Ainsi, nous commençons l'étude du Libéria par l'examen de l'histoire, de la situation et des caractéristiques des femmes au Libéria avant la guerre civile (griefs persistants) et telles qu'elles ont été transformées *par* la guerre (griefs actifs).

Comme dans la plupart des sociétés traditionnelles, les Libériennes, durant la période pré-conflit, avaient subi un certain niveau de griefs persistants, définis par Gurr comme « discrimination économique et politique » qui limitait l'accès des membres du groupe à des ressources et opportunités économiques ainsi qu'aux droits politiques et aux fonctions publiques<sup>45</sup>. Les femmes appartenant à la fraction américano-libérienne de la société ont été moins contraintes, mais la Libérienne moyenne avait peu de contrôle sur son destin. Ses capacités de reproduction et sa participation au marché du travail étaient dans une large mesure déterminées par les hommes présents dans sa vie. Dans le cadre du mariage, les enfants appartenaient à la lignée du père et la femme n'avait aucun droit sur leurs biens si elle venait à quitter son mari. Sur le marché du travail, les possibilités offertes aux femmes se limitaient à des activités locales et les femmes entrepreneurs étaient rares<sup>46</sup>.

Dans l'histoire du Libéria, les femmes n'ont pas été sans influence ni aptitude manifeste à s'organiser, malgré leur manque de contrôle sociétal formel. Au contraire, les Libériennes, tant dans la société traditionnelle qu'américano-libérienne, semblent avoir joui d'une influence importante. Dans les parties traditionnelles du Libéria, cette influence était exercée par l'intermédiaire de puissantes sociétés secrètes connues sous le nom de *Sande*. Dans ces organisations, les aînées contrôlaient les jeunes dépendantes et pouvaient exiger des familles des nouveaux membres main d'œuvre et ressources. Fait intéressant, la *Sande* est une manifestation spécifique que certains spécialistes ont identifiée comme une « double hiérarchie sexuelle », courante dans toute l'Afrique de l'Ouest<sup>47</sup>. Sous une telle hiérarchie, chaque sexe gère ses propres affaires, et les femmes sont représentées à tous les niveaux. Bien que séparées de la structure formelle du pouvoir masculin, les femmes occupent souvent des positions d'autorité reconnues, rendant la justice, délivrant des assignations à comparaître et gérant en règle générale les affaires courantes des femmes de la communauté<sup>48</sup>. Répandue au Libéria, la *Sande* illustre une structure parallèle de gouvernement et semble

constituait un précédent pour la mobilisation des femmes dans leurs propres intérêts. Dans d'autres régions du pays, les femmes des tribus Grebo, Sapo, Kru et Krahn organisent régulièrement des institutions politiques parallèles pour contrôler l'action des hommes dans les organisations politiques officielles<sup>49</sup>. Ainsi, tandis que les hommes et les femmes n'aient pas été considérés comme égaux dans les sociétés autochtones, les femmes disposaient de moyens d'influencer leur vie et de recours en cas de mauvais traitement<sup>50</sup>.

Certaines Libériennes bénéficient également d'un certain nombre de privilèges uniques en raison de leur héritage américano-libérien. Bien que n'étant pas juridiquement les égales des hommes, les Libériennes au XIX<sup>e</sup> siècle étaient propriétaires terriennes et concluaient légalement des contrats juridiques<sup>51</sup>. En 1946, c'est-à-dire plusieurs années avant plupart des autres pays africains, elles se virent accorder le droit de vote. Lorsque le Libéria a connu une croissance économique après 1950, les femmes américano-libériennes ont connu des progrès dans les domaines de l'éducation, de la participation au marché du travail et de l'engagement politique. En 1980, les femmes détenaient huit portefeuilles ministériels dans le gouvernement Doe, représentaient trente pour cent du corps professoral dans les universités et l'enseignement secondaire et occupaient presque quinze pour cent des postes judiciaires<sup>52</sup>. Ainsi, il est clair que les Libériennes disposaient d'un capital humain et social important à la veille du conflit en 1989.

En utilisant le modèle de Gurr, personne n'aurait prédit que les Libériennes étaient prêtes pour une rébellion avant le déclenchement du conflit en 1989. Elles ne jouissaient pas d'un statut égal à celui des hommes dans la société libérienne, mais leurs *désavantages collectifs* et le niveau de *contrôle répressif* qu'elles subissaient ne semblent pas dépasser, et peut-être ne pas atteindre, ceux de la plupart des autres femmes dans les sociétés africaines traditionnelles. Le modèle de Gurr repose à la fois sur le désavantage collectif et le contrôle répressif pour déterminer le niveau de la cohésion du groupe et de l'identité. Dans le Libéria pré-conflit, toutefois, la cohésion entre femmes semble être plus en fonction des normes culturelles dominantes d'une structure politique à double hiérarchie sexuelle et de la *Sande*, qu'un produit d'une pauvreté relative et de griefs persistants.

Alors que les griefs persistants dans la période pré-conflit avaient peu d'importance, les griefs actifs auxquels étaient sujettes les Libériennes devenaient aiguës pendant la guerre. Lorsque le conflit au Libéria s'est intensifié et s'est étendu, de plus en plus de Libériens, femmes et enfants en particulier, ont quitté les zones rurales pour chercher refuge à Monrovia. En 2002, le *US Committee for Refugees* a estimé que plus de 30.000 déplacés internes résidaient dans des camps à l'intérieur et aux alentours de Monrovia. Ces réfugiés étaient dans leur grande majorité des femmes et des enfants non accompagnés<sup>53</sup>. Comme nous l'avons noté dans notre revue de la littérature sur le sujet, un tel déplacement a des effets nocifs significatifs sur les réseaux sociaux

existants. Cette perte de réseautage a été sans aucun doute douloureux, voire même fatal, pour beaucoup mais il peut également avoir contribué à la restructuration des identités nécessaire pour une mobilisation unifiée des femmes. Dans son autobiographie, Gbowee décrit en détail le processus par lequel elle, et d'autres leaders de la communauté, s'étaient efforcées de créer une identité de femmes au sein du *Women in Peacebuilding Network* - WIPNET. Dans un exercice, elle dit explicitement aux stagiaires « Ici, nous ne sommes pas des juristes, des activistes ni des épouses. Nous ne sommes pas chrétiennes ni musulmanes, nous ne sommes pas des Kpelle, Loma, Krahn ni Mandigno. Nous ne sommes pas des indigènes ni une élite. Nous sommes seulement des femmes<sup>54</sup> ». Les slogans les plus connus du WIPNET illustrent la primauté de la féminité sur les autres identités : « Est-ce qu'une balle distingue une chrétienne d'une musulmane ? Est-ce qu'une balle choisit sa cible<sup>55</sup> ? ».

Le déplacement de milliers de femmes et d'enfants à des camps de réfugiés à Monrovia a également augmenté de manière significative le nombre et la concentration de contestataires potentiels. Cette concentration d'un grand nombre de femmes déplacées dans la région de la capitale est devenue critique pour le mouvement pour un certain nombre de raisons connexes. D'abord, ces femmes étaient toutes désignées pour rallier une rébellion organisée. Plusieurs économistes ont relevé l'importance des coûts d'opportunité pour déterminer les chances de ralliement d'hommes à une rébellion armée<sup>56</sup>. Selon ces théories, au fur et à mesure que les alternatives économiques viables se raréfient, les hommes (et les femmes) ont plus de chances de rallier des rébellions car l'alternative est moins attrayante. De même, les femmes des camps de réfugiés n'avaient peu, s'il en existe, d'alternative qui leur permettraient d'améliorer leur situation du moment. N'ayant rien à perdre, elles représentent des recrues de choix. Leur présence à proximité de Monrovia signifiait également que les communications au sein du groupe étaient possibles. Lors des premiers jours de la mobilisation, les dirigeantes du WIPNET ont tiré profit d'un contact au sein d'une station de radio appartenant à une église catholique pour organiser les femmes dans Monrovia. Compte tenu d'un manque général d'infrastructure de communication au Libéria à l'époque, une telle organisation aurait été difficile, sinon impossible, si un nombre important de femmes n'était pas concentrés à Monrovia. Comme l'ont noté certains chercheurs, les mobilisations efficaces doivent également avoir accès aux principaux acteurs politiques. Au Libéria, cela voulait dire Charles Taylor puis, plus tard, les chefs rebelles à Monrovia. Ainsi, la forte densité de femmes désireuses et capables à se mobiliser dans la capitale était une condition nécessaire pour la réussite du mouvement<sup>57</sup>.

Comme à Monrovia, l'intensité du conflit a perturbé non seulement les réseaux sociaux mais aussi l'ensemble des constructions sociales à travers le pays. Stephen Ellis fait remarquer que, dans les zones de combats les plus intenses, les femmes ont assumé des rôles beaucoup plus importants que de chefs de famille. Dans de nom-

breuses régions, les hommes ne pouvaient pas se déplacer librement car ils étaient perçus comme des ennemis potentiels. Dans cet environnement, les femmes ont augmenté leur participation au marché du travail parce qu'elles pouvaient passer plus facilement les postes de contrôle. Elles se sont déplacées sur de grandes distances comme commerçantes et, éventuellement, comme entrepreneures. Elles ont également renforcé leurs rôles économiques quand les groupes ethniques commerçants Mandigno et Libanais quittèrent les zones de conflit de plus en plus divisées ethniquement<sup>58</sup>. Dans de nombreux cas, l'indépendance économique a déplacé la structure du pouvoir des relations entre les sexes comme en témoigne les taux plus élevés de divorce quand les femmes étaient économiquement indépendantes des hommes<sup>59</sup>.

### Les facteurs internationaux facilitant l'action politique

Étant donné un ensemble de caractéristiques de groupes existants, le cadre d'analyse de Gurr examine l'impact de divers facteurs internationaux sur la mobilisation et l'action politique des groupes minoritaires. Selon Gurr, ces facteurs facilitent principalement la mobilisation proactive des groupes minoritaires en augmentant l'accès d'un groupe aux ressources et aux opportunités politiques. Plus précisément, il identifie l'importance de la contagion des conflits communautaires, de la diffusion du conflit et du soutien international.

Appliqué à la mobilisation des femmes au Libéria, le rôle des réseaux préexistants de consolidation de la paix semble être d'une importance particulière. Avant l'établissement du WIPNET au Libéria, un certain nombre de ses membres fondatrices ont reçu une formation et une motivation par l'intermédiaire du *West Africa Network for Peacebuilding* - WANEP. Le WANEP, fondé par Sam Doe, était une organisation transnationale pour la paix axée sur le renforcement des organisations de base au-delà des frontières et mettant l'accent sur des stratégies non violentes permettant d'aborder les questions de guerre et de violations des droits de l'homme<sup>60</sup>. En 2001, une membre active du WANEP, Thelma Ekiyor, réussit à obtenir de ce réseau qu'il finance une organisation conçue spécialement pour permettre aux femmes de travailler en faveur de la paix<sup>61</sup>. Le résultat a été la création du WIPNET au Libéria, le principal artisan de l'organisation des célèbres manifestations du marché aux poissons en 2003.

L'organisation des femmes dans toute la région a jeté les bases de la mobilisation qui exerça une pression pour la paix au Libéria<sup>62</sup>. Au cours de l'établissement de WIPNET, ses membres ont reçu formation et soutien de la part d'autres groupes féministes régionaux. Le *Mano River Union Women's Peace Network*, travaillant en faveur des femmes à travers le Sierra Léone, le Libéria et la Guinée, et le *Liberian Women's Initiative* ont été impliqués dans l'organisation des femmes pour mettre fin à la guerre et prendre part aux processus de paix précédents. Gbowee et d'autres futures membres éminentes du WIPNET tirèrent profit des réseaux existants et des meil-

leurs pratiques de formation de ces organisations pour créer le *Liberian Mass Action for Peace*, une campagne plus inclusive axée sur l'action. Ce mouvement comprenait non seulement le *Christian Women's Initiative* mais aussi plusieurs organisations de Musulmanes de Monrovia<sup>63</sup>.

L'incitation à l'action de Gbowee a également bénéficié d'une attention internationale accrue au rôle des femmes dans le rétablissement de la paix et la reconstruction post-conflit. En 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité, premier document juridique officiel de l'organisation exhortant toutes les parties au conflit à encourager la participation des femmes dans les efforts de paix et de sécurité. En partie, grâce à l'importance croissante accordée par la communauté internationale à la problématique hommes-femmes dans le conflit et des compétences en matière de messagerie stratégique des femmes du WIPNET, les médias régionaux et internationaux se sont précipités sur les images saisissantes émanant de la campagne du *Liberian Mass Action for Peace* à Monrovia. Il est probable que ces reportages ont accru à la fois la légitimité et l'influence dont Gbowee et les sympathisantes de son mouvement allaient tirer parti lors des négociations de paix menées à Accra.

En tant qu'organisation mère de WIPNET, le WANEP permit également de toucher des pays voisins pour jouer un rôle décisif en faisant pression sur le gouvernement Taylor et les chefs rebelles pour participer à des pourparlers de paix. Ayant reçues une audience avec Taylor, les femmes du WIPNET ont procédé à localiser les chefs rebelles en Sierra Leone. Utilisant ses relations dans ce pays et le soutien qu'il y recevait du WANEP, le WIPNET a envoyé plusieurs représentantes pour confronter les chefs rebelles dans leurs hôtels de Freetown. Simultanément, le WANEP du pays a organisé les femmes locales en un alignement le long des rues entourant les hôtels des rebelles jusqu'à ce qu'ils acceptent au moins de les rencontrer et éventuellement participer aux pourparlers de paix au Ghana<sup>64</sup>. Le WANEP a facilité également le transport de plusieurs dirigeantes clés du WIPNET, y compris Gbowee, jusqu'au Ghana pour les pourparlers de paix. Après un mois de progrès inamical, les dirigeantes du WIPNET, avec l'aide des dirigeants du WANEP local, ont organisé plus de 200 femmes en barricade physique pour qu'elles bloquent les délégués dans la salle de réunion. Les femmes ont accepté de ne quitter les lieux que lorsque le médiateur en chef garantit personnellement des progrès immédiats<sup>65</sup>.

## Le processus mondial façonnant le contexte de l'action politique

Le cadre d'analyse de Gurr décrit le pouvoir d'état en termes de progresser la démocratisation à travers les institutions. Les institutions démocratiques efficaces établissent des conditions qui encouragent la contestation plutôt que la rébellion. Gurr observe que « la résolution des conflits ethno-politiques dans les démocraties institutionnalisées dépend fondamentalement de la mise en œuvre des normes uni-

verselles de l'égalité des droits et des chances pour tous les citoyens<sup>66</sup> ». En bref, la démocratie induit la contestation plutôt que la rébellion dans la mesure où les dirigeants politiques sont en phase avec les intérêts et les griefs de leurs concitoyens<sup>67</sup>. Michael Lund offre également une vue d'ensemble relative à la prévention des conflits. Son modèle met en évidence les complexités impliquées dans les démocraties en transition dans une phase post-conflit, abordant des questions telles que l'instabilité, la dislocation sociale et la crise économique. Il cite, en outre, de nombreux acteurs extérieurs qui peuvent aider ou entraver un tel progrès<sup>68</sup>. Comme l'indiquent de nombreux chercheurs, le processus d'édification de l'état est intrinsèquement instable. Cela est particulièrement vrai lorsqu'un état tente de consolider son pouvoir, souvent au détriment des droits de l'homme<sup>69</sup>.

À bien des égards, il est trop tôt pour évaluer pleinement la période post-conflit et la transition vers la démocratie au Libéria en ce qui concerne la responsabilisation des femmes. Le processus n'affecte pas seulement les gains de la responsabilisation des femmes tel qu'exprimé par le mouvement des femmes, mais également leur rôle à travers la société, y compris dans l'arène politique. *L'International Crisis Group* observe la nature inégale de la transition au Libéria : « En dépit d'améliorations sensibles, de nombreux griefs qui plongèrent le Libéria dans des guerres sanglantes de 1989 au départ du président Charles Taylor... restent évidente : une société et un système politique polarisés : la corruption, le népotisme et l'impunité ; un secteur de sécurité désœuvré ; le chômage des jeunes ; les lacunes et incohérences de la loi électorale<sup>70</sup> ».

Gbowee confirme ce point, rapportant que « le Libéria a encore un long chemin à parcourir ». Elle décrit la fracture sociale, la corruption et le chômage endémique comme n'étant que quelques-uns des défis auxquels le Libéria reste confronté. Cependant comme Gbowee l'explique « Et pourtant, mon pays a connu huit années de paix<sup>71</sup> ». Elle évoque des indicateurs positifs. Du point de vue de la responsabilisation des femmes, elle énumère de nombreuses femmes qui continuent de travailler à travers tout le spectre de la société et de la politique, ainsi qu'aux rassemblements permanents du WIPNET<sup>72</sup>. Les efforts de base qui ont contribué à mettre fin à la guerre sont maintenant engagés dans le processus de consolidation de la paix ; les femmes ont voté en 2005 et continuent de participer à la vie politique<sup>73</sup>.

Il est intéressant de noter qu'aucun des groupes rebelles n'a joué un rôle dans l'arène électorale et qu'ils semblent être satisfaits de l'éviction de Taylor en se lançant dans les affaires ou en participant par d'autres moyens au gouvernement de transition<sup>74</sup>. En outre, les élections de 2005 ont eu lieu sans président sortant<sup>75</sup>. Sirleaf a remporté la présidence, mais il est important de noter que les résultats obtenus par les autres femmes étaient moins encourageants. Bien que les femmes représentent 50 pour cent de l'électorat, seules cinq candidates sur trente (soit 17 pour cent) étaient élues au Sénat et huit sur soixante-quatre (soit 12,5 pour cent) à la Chambre des représentants. Cela dit, il est remarquable d'avoir une femme présidente et une grande

participation électorale de femmes<sup>76</sup>. Il est difficile de savoir si c'est la combinaison de ces différents facteurs qui a facilité l'élection de la présidente Sirleaf mais le succès à long terme pour tous les Libériens dépendra de l'institutionnalisation continue des politiques, de la bonne gouvernance et de la réconciliation.

## L'étude de cas : la République démocratique du Congo

*La guerre ne met fin à rien.*  
—Proverbe congolais

La RDC représente notre seconde étude de cas. À première vue, les conflits au Libéria et au Congo partagent de nombreuses caractéristiques. Comme le Libéria, la RDC a connu près de deux décennies de conflit. Les deux pays ont connu des périodes de guerre généralisée suivies d'une paix fragile et des hostilités qui couvaient et finissaient par se rallumer pour donner naissance à des conflits encore plus dévastateurs. Comme au Libéria, le Congo a été le terrain de jeu d'acteurs étrangers, en grande partie issu d'un intérêt que suscitaient les précieuses ressources naturelles. En outre, bien que le conflit au Congo a été d'une plus grande ampleur, en termes de nombre de participants, l'intensité des combats et leur impact sur la population civile, y compris celui sur les femmes, sont relativement comparables. Malgré ces similarités apparentes, la capacité des femmes à se mobiliser efficacement pour l'action politique en RDC n'atteint pas celle des Libériennes. Comprendre que la paix ne fait que s'instaurer en RDC, nous appliquons le modèle de Gurr dans l'espoir d'identifier les causes possibles de ces différences.

Il est difficile de donner une définition simple de la violence au Congo. Pour résumer la perspective offerte par Jason Stearns dans son ouvrage de référence sur le conflit dans ce pays, *Dancing in the Glory of Monsters*, le conflit ne peut pas être expliqué par des stéréotypes ou de récits ; il est plutôt le produit d'une « longue histoire » et de tout un enchevêtrement d'interactions qui l'accompagne<sup>77</sup>. La violence au Congo est parfois appelée « la guerre mondiale de l'Afrique ». Le conflit se déroule principalement dans la partie orientale du pays. Cependant, parfois, la violence s'étend à l'ensemble du pays, impliquant directement des dizaines de milices et au moins sept pays<sup>78</sup>.

L'histoire de la RDC est riche en conflits et en bouleversements. Elle a commencé comme une entreprise fondée par la Belgique sous le règne du roi Léopold II, qui a exploité la richesse de ses ressources en caoutchouc et en minerais. Sous son règne, la RDC était connue sous le nom d'État libre du Congo de 1885 à 1908. En 1908, le roi Léopold II a renoncé au contrôle du Congo, et jusqu'en 1960, le Congo belge alors était sous le contrôle du parlement. En 1960, les Belges ont cédé le contrôle du pays à ses citoyens. Après cinq années de querelles politiques, Mobutu Sésé Séko

accéda au pouvoir et rebaptisa le pays Zaïre en 1965. Mobutu resta au pouvoir jusqu'à la première guerre du Congo en 1996<sup>79</sup>.

Cette guerre a entraîné le débordement des combats du Rwanda. Les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) ont poursuivi les Hutus de la milice génocidaire *Interahamwe* en fuite jusque dans ce qui était encore le Zaïre. Le FPR était convaincu que Mobutu protégeait la milice *Interahamwe* et, finalement, marcha sur la capitale, Kinshasa, pour le déposer en 1997<sup>80</sup>. Mobutu a fui le pays et Laurent Kabila, soutenu par le FPR, prit le contrôle de l'État, qu'il rebaptisa la République démocratique du Congo. Laissant une paix précaire derrière lui, le FPR se replia jusqu'à la frontière, où il organisa des opérations à la poursuite des miliciens *Interahamwe*. La paix relative n'a pas duré longtemps. En 1997, la seconde guerre du Congo a commencé entre la RDC et le FPR. S'aggravant rapidement, cette violence inclut les pays voisins de l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et l'Ouganda. Elle a continué jusqu'aux pourparlers de paix en 2002 ; toutefois, les diverses milices ont continué à se battre à l'intérieur des frontières de la RDC.

En réaction à la violence qui sévit dans la partie orientale de la RDC, l'ONU a maintenu une présence constante depuis 1998. Le 1<sup>er</sup> juillet 2010, par la Résolution 1925, le Conseil de sécurité des Nations Unies a créé la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) afin d'employer tous les moyens nécessaires pour protéger les populations civiles, le personnel humanitaire et les défenseurs des droits de l'homme sous la menace imminente de violence physique et pour appuyer le gouvernement de la RDC dans ses efforts de stabilisation et de consolidation de la paix<sup>81</sup>. La MONUSCO a joué un rôle vital en facilitant la défaite du plus récent groupe rebelle, le M23, et en négociant la paix entre ce dernier et le gouvernement congolais en décembre 2013.

Contrairement à leurs homologues au Libéria, les femmes en RDC ne se sont pas encore mobilisées efficacement pour mener une action politique. Même si quelques poches d'action collective se sont formées, les mouvements sont limités à certaines régions et ont eu peu d'effet sur les résultats au niveau national. L'application du cadre d'analyse de Gurr peut aider à expliquer cet échec. Comme pour le Libéria, nous commençons par l'histoire du groupe et le statut des femmes en RDC avant la violence actuelle (griefs persistants) puis nous examinons la façon dont la guerre les a influencées (griefs actifs).

Avant le conflit, les Congolaises ont souffert de ce que Gurr appelle une « discrimination économique et politique », identifiée comme des comportements sociaux modelés par d'autres groupes (et l'état) qui restreignent systématiquement les membres du groupe à l'accès aux ressources, opportunités économiques, droits politiques et fonctions publiques<sup>82</sup>. Rien n'indique l'existence d'une puissante société secrète telle que l'organisation *Sande* au Libéria. Il semble que la double hiérarchie sexuelle n'existe pas au même degré que dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Comme dans de nom-

breux pays de l'Afrique subsaharienne, il est possible que l'absence d'une telle hiérarchie peut être attribuée au développement du Congo au cours de la période de sa décolonisation. Les autochtones ont également perdu une partie importante de leur statut durant cette période, et certains chercheurs estiment que cette perte a contribué à l'assujettissement et à la violence envers les femmes actuellement au Congo. Pendant l'ère coloniale et à travers toute l'Afrique subsaharienne, les hommes ont été humiliés et avaient renoncé à divers droits. Comme exutoire à ces frustrations, beaucoup d'entre eux ont choisi d'exercer pouvoir et contrôle en violentant et dominant les femmes locales<sup>83</sup>. Alors que les influences autochtones aussi bien qu'américano-libériennes ont offert aux Libériennes un certain statut dans la société, les Congolaises n'ont pas bénéficié du même statut pré-conflit.

Au fil des ans, le conflit au Congo a intensifié la transition d'un grand nombre de griefs persistants en griefs actifs. Le Congo est probablement le lieu le plus dangereux au monde pour les femmes. En fait, l'Est du Congo a été appelé la « capitale du viol au monde » par la représentante spéciale de l'ONU Margot Wallström. Un rapport affirme que quarante-huit femmes sont violées toutes les heures<sup>84</sup>. En outre, de nombreuses études démontrent une étroite corrélation entre la montée de l'activité des rebelles dans le pays et une forte augmentation des agressions sexuelles contre les femmes et les jeunes filles<sup>85</sup>. L'index de parité entre les sexes confirme également la vulnérabilité croissante et les désavantages que les femmes endurent en RDC. Non seulement les filles sont moins nombreuses dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire, l'écart est encore plus grand dans le Congo oriental. En outre, vingt-trois pour cent des femmes souffrent d'une pauvreté extrême dans leur éducation (moins de deux ans de scolarité), comparées à sept pour cent pour les hommes<sup>86</sup>. L'accès restreint à l'éducation, couplé à la menace constante de la violence sexuelle, contribue à l'absence de mobilisation des femmes au Congo.

Malgré l'intensité des griefs actifs, nous ne trouvons aucune preuve de la mobilisation des femmes en RDC comme c'était le cas au Libéria. Bien que la raison exacte n'est pas claire, le cadre d'analyse de Gurr propose quelques explications possibles. Tout d'abord, la persistance des griefs persistants et actifs augmentent la probabilité de la mobilisation, mais elles ne sont pas déterministes. Plutôt, il faut considérer la relative cohésion et l'identité du groupe en ce qui concerne le potentiel de mobilisation. La nature fracturée du conflit au Congo freine la cohésion du groupe. La majorité des combats ont lieu dans l'est du pays, alors que les institutions gouvernementales congolaises sont principalement à Kinshasa, plus de 1.600 kilomètres à l'ouest. Compte tenu de l'absence des infrastructures de transports et de communication au Congo, cette réalité géographique a effectivement isolé les femmes les plus affectées par le conflit.

La géographie a également empêché les Congolaises de se former une identité collective en tant que femmes. À la différence de la situation au Libéria, les personnes

déplacées n'ont pas fui dans la capitale du pays, vivant plutôt dans la brousse ou dans des camps de réfugiés insécurisés à l'Est du Congo. On estime que, depuis 2012, un million de personnes ont été déplacées dans les provinces orientales du Sud et du Nord Kivu, qui sont d'importants points chauds ethnique et politique du pays<sup>87</sup>. Un rapport de 2013 du Conseil norvégien pour les réfugiés a constaté que cette nécessité constante pour les personnes déplacées de fuir « pèse lourdement sur la cohésion sociale » et « qu'il y a une absence chronique d'institutions et de services de l'État dans ces camps<sup>88</sup> ». Comme l'a prédit le modèle de Gurr, cette constante destruction des liens sociaux et la faible densité de groupe a dans une large mesure inhibé une mobilisation unifiée.

La différence la plus frappante entre le Libéria et la RDC est peut-être l'absence d'un réseau de femmes préexistant pour aider à la mobilisation. En RDC, il n'y a apparemment aucune infrastructure politique traditionnelle pour les femmes comparable à la *Sande* au Libéria ni d'organisations régionales modernes comme le WIPNET. Sans le capital humain et social des Libériennes, les Congolaises ont lutté pour surmonter les défis de la cohésion et de l'identité. À la différence de Leymah Gbowee, qui pouvait s'appuyer sur les femmes de la Sierra Leone au Ghana dans sa tentative à mettre fin à la violence, les dirigeantes des mouvements limités féminins du Congo ont peu d'influence sur les décideurs au niveau national.

Cependant, l'existence de quelques organisations de base dynamiques offre un peu d'espoir pour l'avenir. L'une d'entre elles, la *Women's Media Association of South Kivu* (AFEM), fondée par la journaliste Chouchou Namegabe en 2003, est composée de femmes actives dans les médias et organes de presse du Sud Kivu. Elle est spécialisée dans la production d'émissions radiophoniques rurale et urbaine pour la promotion des problèmes des femmes. Sa mission est d'œuvrer à la promotion des femmes et de la promotion des Congolaises à travers les médias disponibles<sup>89</sup>. L'impact produit par cette organisation est encore régional et concentré au Sud-Kivu. Il est toutefois possible que, grâce au soutien d'acteurs internationaux, son influence pourrait permettre aux femmes de se mobiliser de façon comparable au WIPNET au Libéria. Peut-être qu'à la longue, l'influence de groupes de femmes extérieurs au Congo stimulera le capital humain et social nécessaire pour déclencher un mouvement féminin efficace en RDC qui profitera à l'avenir du pays.

## Conclusion

Bien que des énoncés définitifs de causalité dérivés d'une étude de cas portant sur deux pays soient mal avisés, cet article met en évidence plusieurs questions importantes méritant une recherche plus approfondie ainsi que de potentielles implications politiques. Le Libéria et la RDC ont connu un conflit brutal, mais seules les Libériennes semblaient se mobiliser sur la base de leur identité de femme. Sans surprise, nous avons constaté que chaque cas doit être étudié de manière holistique en termes

de ses préexistantes conditions conflictuelles, le conflit lui-même et les contextes post-conflit. En particulier, la discussion de Gurr sur la cohésion et l'identité de groupe semble le plus important pour comprendre le potentiel de mobilisation chez les femmes en situation de conflit. Au Libéria, les réseaux sociaux historiques et modernes de femmes ont contribué à favoriser une identité sexuelle quand elles étaient confrontées à la brutalité du conflit qui a conduit à la mobilisation. Les dirigeantes ont pu puiser dans ce réseau pour stimuler l'action. Bien que de nombreux réseaux microéconomiques aient été détruits par la guerre et le déplacement qui s'en suivit, le *précédent* pour l'action collective semble avoir fourni le capital social nécessaire à une mobilisation efficace des femmes.

En termes de stades de la responsabilisation de Fonjong, un conflit peut éviter une progression linéaire pour les sociétés dans lesquelles les femmes disposent d'une influence résultant de structures sociales préexistantes. On pourrait raisonnablement affirmer que, bien que le bien-être, la première des étapes de Fonjong, a baissé pendant le conflit au Libéria et en RDC, l'expérience des doubles hiérarchies sexuelles et des organisations féminines chez les Libériennes a facilité une transition rapide jusqu'au stage le plus élevé : le contrôle. De même, un examen de l'opposition entre intérêts pratiques et stratégiques mis en évidence par Ray et Kortweg indique que le conflit au Libéria semble avoir servi de catalyseur en faveur des intérêts stratégiques alors même que les intérêts pratiques n'étaient pas atteints, et de loin.

Bien qu'imparfait, le cadre d'analyse de rébellion d'une minorité de Ted Gurr s'est révélé utile pour comprendre l'importance de l'identité dans les mouvements féminins pendant les conflits. Au Libéria, un certain nombre de facteurs ont conduit les femmes à Monrovia de subordonner leurs identités ethniques et socioéconomiques en faveur de l'identité de femme. Lorsque la guerre a perturbé les liens sociaux antérieurs aux identités existantes, les habitantes et les femmes déplacées à Monrovia ont trouvé des points communs dans leurs souffrances aiguës et les griefs actifs. En accord avec le modèle de Gurr, cette combinaison d'identité forte et de griefs intenses, avait fourni aux femmes, comme Gbowee, un combustible dont elles avaient besoin pour enflammer la mobilisation sous forme de protestation collective. En revanche, alors que les Congolaises partagent les mêmes griefs actifs que les Libériennes, elles semblent ne pas avoir l'identité de groupe nécessaire à la mobilisation efficace pour l'action politique. Cette lacune est probablement dû à un certain nombre de facteurs tels que l'isolement géographique, le manque d'accès aux dirigeants nationaux et la rareté des précédents en matière de mobilisation des femmes pouvant servir d'exemples.

Malgré ces constatations, plusieurs questions restent sans réponse et exigent de plus amples recherches. La mobilisation des Libériennes a donné des résultats remarquables internationalement tels que l'équilibre entre hommes et femmes dans les accords de paix et l'élection d'une femme à la présidence, par contre, les résultats actuels pour la Libérienne moyenne restent décourageants. Comme l'a souligné Sharon Abra-

mowitz et Mary Moran, un rapport de 2010 par le Programme des Nations Unies pour le développement, a constaté que l'égalité des sexes pour la Libérienne moyenne était plus faible que dans une grande partie du reste de l'Afrique<sup>90</sup>. Comprendre ce paradoxe représenterait un prolongement très important pour notre recherche. Plus largement, une comparaison des sociétés traditionnelles et les résultats pour les femmes dans les transitions post-conflit continuent d'être un domaine d'une recherche supplémentaire, ce qui soulève un certain nombre d'implications politiques. Premièrement, les femmes doivent être incluses dans le processus de consolidation de la paix, non seulement pour défendre la cause des femmes mais aussi pour inclure des politiques sociétales importantes pour tout le monde. Deuxièmement, le processus de transition post-conflit est dangereux et plein de défis complexes. Un pays doit promouvoir la réconciliation entre les parties belligérantes et, dans bien des cas, reconstruire son économie tout en incorporant un accord de partage du pouvoir. Troisièmement, les acteurs régionaux et internationaux devraient responsabiliser, pas imposer. En d'autres termes, les acteurs extérieurs doivent collaborer avec les parties prenantes locales pour aider à formuler des solutions durables aux multiples défis auxquels font face les sociétés post-conflit. Finalement, comme indiqué précédemment dans cet article, chaque cas doit être considéré dans le contexte unique de non seulement le conflit actuel mais aussi des précédents historiques de la culture dans laquelle il se produit. Les problèmes d'un pays n'ont pas une seule réponse, surtout en ce qui concernent les femmes. Les recherches futures ne peuvent qu'aider à fournir une meilleure prise de conscience, de meilleures questions et, espérons-le, à des solutions plus adaptables et applicables.

## Notes

1. United Nations Children's Fund (UNICEF), *The State of the World's Children, 2007*, New York : UNICEF, 2006, vi, [www.sarpn.org/documents/d0002250/2-Women\\_children\\_2007\\_Unicef.pdf](http://www.sarpn.org/documents/d0002250/2-Women_children_2007_Unicef.pdf).

2. « Millennium Development Goals and Beyond 2015 », *Nations unies*, consulté le 9 décembre 2014, [www.un.org/millenniumgoals/](http://www.un.org/millenniumgoals/).

3. SEN, Amartya, *Development as Freedom*, New York : Alfred A. Knopf, 1999, préface.

4. HSIEH, Chang-Tai et al., *The Allocation of Talent and U.S. Economic Growth*, NBER Working Paper no. 18693, Cambridge, Massachusetts : National Bureau of Economic Research, 2013, p. 4.

5. WARD, John et al., *Evidence for Action: Gender Equality and Economic Growth*, Londres, Chatham House, septembre 2010, p. 18, [www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/public/Research/Energy,%20Environment%20and%20Development/0910gender.pdf](http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/public/Research/Energy,%20Environment%20and%20Development/0910gender.pdf).

6. CUBERES, David et TEIGNIER-BAQUÉ, Marc, *World Development Report, 2012: Gender Equality and Economic Growth*, Washington, DC : World Bank, 2011, p. 19, <http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1322671773271/cuberes.pdf>.

7. Banque Mondiale, *World Development Report, 2012: Gender Equality and Development*, Washington, DC : World Bank, 2011, p. 340, <http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1315936222006/Complete-Report.pdf>.

8. World Economic Forum, *The Global Gender Gap Report, 2013*, Genève : World Economic Forum, 2013, p. 16, [www3.weforum.org/docs/WEF\\_GenderGap\\_Report\\_2013.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2013.pdf).

9. DUFLO, Esther, *Women's Empowerment and Economic Development*, Working Paper 17702, Cambridge, Massachusetts : National Bureau of Economic Research, décembre 2011, p. 35, [www.nber.org/papers/w17702.pdf](http://www.nber.org/papers/w17702.pdf).
10. Banque Mondiale, *Engendering Development through Gender Equality in Rights, Resources, and Voice*, World Bank Policy Research Report, Washington, DC : World Bank, 2001, p. 1.
11. FONJONG, Lotsmart, « Fostering Women's Participation in Development through Non-Governmental Efforts in Cameroon », *Geographical Journal* 167, no. 3, septembre 2001, p. 224, p. 225.
12. RAY, R. et KORTEWEG, A. C., « Women's Movements in the Third World: Identity, Mobilization, and Autonomy », *Annual Review of Sociology* 25, 1999, p. 49.
13. Le débat sur la différence de l'expérience des femmes tant dans le monde en développement que développé et la citation proviennent de *Id.*
14. YOON, Mi Yung, « Explaining Women's Legislative Representation in Sub-Saharan Africa », *Legislative Studies Quarterly* 29, no. 3, août 2004, p. 459.
15. EMBER, Carol R. et EMBER, Melvin, *Cultural Anthropology*, 11<sup>e</sup> éd., Upper Saddle River, New Jersey : Pearson Education, 2004, p. 15.
16. À noter que Ray et Korteweg discutent les différents contextes qui facilitent la mobilisation et la connexion entre les intérêts et l'identité. RAY et KORTEWEG, « *Women's Movements in the Third World* », pp. 52-53.
17. TURSHEN, Meredith, « Women's War Stories », in *What Women Do in Wartime: Gender and Conflict in Africa*, éd. TURSHEN, Meredith et TWAGIRAMARIYA, Clotilde, Londres : Zed Books, 1998, p. 1.
18. PETESCH, Patti, *Women's Empowerment Arising from Violent Conflict and Recovery: Life Stories from Four Middle-Income Countries*, Washington, DC : United States Agency for International Development, 2011, p. i, [www.usip.org/sites/default/files/Gender/Petesch\\_Women\\_and\\_Conflict.pdf](http://www.usip.org/sites/default/files/Gender/Petesch_Women_and_Conflict.pdf).
19. Voir, par exemple, COHN, Carol, éd., *Women and Wars*, Cambridge, Royaume Uni : Polity Press, 2013 ; et MEINTJES, Sheila, PILLAY, Anu, et TURSHEN, Meredith, eds., *The Aftermath: Women in Post-conflict Transformation*, Londres : Zed Books, 2001.
20. GURR, Ted, « Why Minorities Rebel: Explaining Ethnopolitical Protest and Rebellion », in *Minorities at Risk: A Global View of Ethnopolitical Conflicts*, éd. GURR, Ted, Washington, DC : United States Institute of Peace Press, 1993, pp. 123-24.
21. *Id.*, p. 127.
22. *Id.*, pp. 130-134.
23. *Id.*, pp. 135-137.
24. BOP, Codou, « Women in Conflicts, Their Gains and Their Losses », in MEINTJES, PILLAY, et TURSHEN, *Aftermath*, p. 25.
25. MAZURANA, Dyan, RAVEN-ROBERTS, Angela, et PARPART, Jane, eds., *Gender, Conflict, and Peacemaking*, Lanham, Maryland : Rowman & Littlefield, 2005, p. 8.
26. Étude AVEGA cité dans WARD, Jeanne, *If Not Now, When? Addressing Gender-Based Violence in Refugee, Internally Displaced, and Post-conflict Settings: A Global Overview*, New York : RHRC, 2002, p. 27.
27. DELARGY, Pamela, « Sexual Violence and Women's Health in War », in COHN, *Women and Wars*, pp. 74-77.
28. BOP, « *Women in Conflicts* », p. 7.
29. Programme de développement des Nations unies, *Cambodia Human Development Report*, 1998, New York : Programme de développement des Nations unies, 1998, p. 39, [www.us.undp.org/content/dam/cambodia/docs/HDR/CHDR\\_1998\\_Eng.pdf](http://www.us.undp.org/content/dam/cambodia/docs/HDR/CHDR_1998_Eng.pdf).
30. Dr. ir. KOSTER, M., « *Linking Poverty and Household Headship in Post-genocide Rwanda* », papier présenté lors de la quatrième conférence annuelle du HICN, Yale University, New Haven, CT, 5-6 décembre 2008, p. 5, [www.yale.edu/macmillan/ocvprogram/hicn\\_papers/FourthAnnualWorkshop\\_Koster.pdf](http://www.yale.edu/macmillan/ocvprogram/hicn_papers/FourthAnnualWorkshop_Koster.pdf).
31. EL-BUSHRA, Judy et SAHL, Ibrahim M. G., *Cycles of Violence: Gender Relations and Armed Conflict*, Londres : Acord, 2005, p. 94.
32. KUMAR, Krishna, *Aftermath: Women and Women's Organizations in Postconflict Cambodia*, USAID Working Paper no. 307, Washington, DC : Center for Development Information and Evaluation, US Agency for International Development, 2000, p. 7, p. 8, [http://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/pnacj327.pdf](http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pnacj327.pdf).
33. EL-BUSHRA, Judy, « Fused in Combat: Gender Relations and Armed Conflict », *Development in Practice* 13, nos. 2-3, mai 2003, pp. 252-265.

34. BOP, « *Women in Conflicts* », p. 21.
35. Cité dans *Id.*
36. EL-BUSHRA, Judy et MUKARUBUGA, Cécile, « Women, War and Transition », *Gender and Development* 3, no. 3, 1995, pp. 16–22.
37. KUMAR, *Aftermath*, p. 23.
38. PETESCH, *Women's Empowerment*, p. iv.
39. Voir, par exemple, EL-BUSHRA, « Fused in Combat », pp. 252–265 ; et PANKHURST, Donna, « Post-war Backlash Violence against Women: What Can 'Masculinity' Explain? », in *Gendered Peace: Women's Struggles for Post-war Justice and Reconciliation*, éd. PANKHURST, Donna, New York : Routledge, 2008, pp. 293–320.
40. MEINTJES, PILLAY et TURSHEN, *Aftermath*, p. 9.
41. MANCHANDA, Rita, « Ambivalent Gains in South Asian Conflicts », in MEINTJES, PILLAY et TURSHEN, *Aftermath*, pp. 99–120.
42. SØRENSEN, Birgitte, « Women and Post-conflict Reconstruction: Issues and Sources », *Journal of International Relations* 2, no. 3, 1998, pp. 336–340.
43. JUSTINO, Patricia et al., « *Quantifying the Impact of Women's Participation in Post-conflict Economic Recovery* », HiCN Working Paper 131, Brighton, Royaume Uni : Institute of Development Studies, 2012, p. 1, [www.hicn.org/wordpress/wp-content/uploads/2012/06/HiCN-WP-131.pdf](http://www.hicn.org/wordpress/wp-content/uploads/2012/06/HiCN-WP-131.pdf).
44. Pour une histoire complète des signes avant-coureurs de la première guerre civile du Libéria et de cette dernière, voir ELLIS, Stephen Ellis, *The Mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimensions of an African Civil War*, New York : New York University Press, 1999. Pour comprendre à la fois la seconde guerre civile du Libéria et la mobilisation des femmes, voir le film *Pray the Devil Back to Hell* réalisé en 2008 par DISNEY, Abigail, HOGAN, Pamela et RETICKER, Gini.
45. GURR, « *Why Minorities Rebel* », p. 128.
46. FUEST, Veronika, « This Is the Time to Get in Front: Changing Roles and Opportunities for Women in Liberia », *African Affairs* 107, no. 427, avril 2008, p. 206.
47. MORAN, Mary H., « Collective Action and the 'Representation' of African Women: A Liberian Case Study », *Feminist Studies* 15, 1989, p. 452.
48. OKONJO, Kamene, « The Dual-Sex Political System in Operation: Igbo Women and Community Politics in Midwestern Nigeria », in *Women in Africa: Studies in Social and Economic Change*, éd. HAFKIN, Nancy J. et BAY, Edna G., Stanford, Californie : Stanford University Press, 1976, p. 45.
49. FUEST, « *This Is the Time* », p. 213.
50. ABRAMOWITZ, Sharon et MORAN, Mary H., « International Human Rights, Gender-Based Violence, and Local Discourses of Abuse in Postconflict Liberia: A Problem of 'Culture' », *African Studies Review* 55, no. 2, septembre 2012, p. 124.
51. *Id.*, p. 208.
52. *Id.*
53. US Committee for Refugees and Immigrants, *US Committee for Refugees World Refugee Survey 2002–Liberia*, 10 juin 2002, [www.refworld.org/docid/3d04c1357.html](http://www.refworld.org/docid/3d04c1357.html).
54. GBOWEE, Leymah, *Mighty Be Our Powers: How Sisterhood, Prayer, and Sex Changed a Nation at War; a Memoir*, New York : Beast Books, 2011, p. 129.
55. *Id.*
56. Voir, par exemple, FEARON, James D. et LAITIN, David D., « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review* 97, no. 1, 2003, pp. 75–90 ; ou COLLIER, Paul et HOEFFLER, Anke, « Greed and Grievance in Civil War », *Oxford Economic Papers* 56, no. 4, 2004, pp. 563–595.
57. REHN, Elisabeth et SIRLEAF, Ellen Johnson, *Women, War and Peace: The Independent Experts' Assessment on the Impact of Armed Conflict on Women and Women's Role in Peace-Building*, New York : United Nations Development Fund for Women, 2002, p. 85.
58. ELLIS, *Mask of Anarchy*, p. 144.
59. *Id.*, p. 143.
60. West Africa Network for Peacebuilding (WANEP), consulté le 10 décembre 2014, [www.wanep.org](http://www.wanep.org).
61. GBOWEE, *Mighty Be Our Powers*, p. 112.
62. RHEN et SIRLEAF, *Women, War and Peace*, p. 78.

63. *Pray the Devil Back to Hell*.
64. *Id.*
65. *Id.*
66. GURR, « *Why Minorities Rebel* », p. 137.
67. *Id.*
68. LUND, Michael, « Conflict Prevention: Theory in Pursuit of Policy and Practice », in *The Sage Handbook of Conflict Resolution*, éd. BERCOVITCH, Jacob, KREMENYUK, Victor, et ZARTMAN, I. William, Los Angeles, Californie : SAGE Publications, 2009, p. 301, [www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Conflict%20Prevention-%20Theory%20in%20Pursuit%20of%20Policy%20and%20Practice.pdf](http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Conflict%20Prevention-%20Theory%20in%20Pursuit%20of%20Policy%20and%20Practice.pdf). Le chapitre complet de Lund offre de nombreux exemples.
69. AYOOB, Mohammed, *The Third World Security Predicament: State Making, Regional Conflict, and the International System*, Boulder, Colorado : Lynne Rienner, 1995, pp. 78–88.
70. Policy briefing, Africa briefing no. 88, International Crisis Group, Dakar/Bruxelles, sujet : Liberia: Time for Much-Delayed Reconciliation and Reform, 2 juin 2012, p. 1, [www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/liberia/b088-liberia-time-for-much-delayed-reconciliation-and-reform.pdf](http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/liberia/b088-liberia-time-for-much-delayed-reconciliation-and-reform.pdf).
71. GBOWEE, *Mighty Be Our Powers*, p. 219, p. 220.
72. *Id.*, pp. 220–225.
73. BEKOE, Dorina et PARAJON, Christina, « Women's Role in Liberia's Reconstruction », *United States Institute of Peace*, 1 mai 2007, [www.usip.org/publications/women-s-role-in-liberia-s-reconstruction](http://www.usip.org/publications/women-s-role-in-liberia-s-reconstruction).
74. HARRIS, David, « Liberia 2005: An Unusual African Post-conflict Election », *Journal of Modern African Studies* 44, no. 3, septembre 2006, p. 376.
75. *Id.*
76. *Id.*, p. 389, p. 390.
77. STEARNS, Jason K., *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, New York : PublicAffairs, 2011, p. 4.
78. MOSS, Todd J., *African Development: Making Sense of the Issues and Actors*, Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers, 2011, pp. 59–60.
79. NZONGOLA-NTALAJA, Georges, *The Congo from Leopold to Kabila: A People's History*, Londres : Zed Books, 2002, p. 1.
80. MOSS, *African Development*, p. 60.
81. « *MONUSCO Background* », MONUSCO: United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo, consulté le 10 décembre 2014, [www.un.org/en/peacekeeping/missions/monusco/background.shtml](http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/monusco/background.shtml).
82. GURR, « *Why Minorities Rebel* », p. 128.
83. REDDOCK, Rhoda, « Gender Equality, Pan-Africanism and the Diaspora », *International Journal of African Renaissance Studies* 2, no. 2, novembre 2007, pp. 255–267.
84. LLOYD-DAVIES, Fiona, « Why Eastern DR Congo Is 'Rape Capital of the World' », *CNN*, 25 novembre 2011, [www.cnn.com/2011/11/24/world/africa/democratic-congo-rape/](http://www.cnn.com/2011/11/24/world/africa/democratic-congo-rape/).
85. ACKERMAN, Xanthe, GREUBEL, Lauren et WINTHROP, Rebecca, « *The New Push for Education Reform in the Democratic Republic of the Congo* », Brookings Institution, 1 mars 2013, [www.brookings.edu/blogs/up-front/posts/2013/03/01-education-reform-congo-winthrop](http://www.brookings.edu/blogs/up-front/posts/2013/03/01-education-reform-congo-winthrop).
86. *Id.*
87. « Congo-Kinshasa: DRC Multiple Displacements Making People More Vulnerable », *AllAfrica*, 1 août 2013, <http://allafrica.com/stories/201308021093.html>.
88. BEYTRISON, Fran et KALIS, Olivia, « Repeated Displacement in Eastern DRC », *Forced Migration Review* 43, mai 2013, p. 22, [www.fmreview.org/en/fragilestates/beytrison-kalis.pdf](http://www.fmreview.org/en/fragilestates/beytrison-kalis.pdf).
89. *AFEM on the Move: Women Media Association of South Kivu*, consulté le 10 décembre 2014, <http://englishafemsk.blogspot.com/p/les-rapports-annuels.html>.
90. ABRAMOWITZ et MORAN, « *International Human Rights* », p. 1.

Visitez notre site web

[http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj\\_f/Index\\_F.asp](http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp)